



Élections CCP Toulouse 2018 – Non-titulaires

Lutte

contre les réformes libérales
et pour une école
de l'égalité

La CGT-Educ'action combat les réformes libérales du gouvernement : suppression massive de postes, réformes comptables des parcours scolaires, retraites, salaires, fiscalité... La CGT agit pour que, tous ensemble, femmes et hommes, nous luttons contre l'injustice sociale et que nous construisions un projet démocratique et émancipateur pour l'école.

La CGT-Educ'action, membre de la première confédération de salarié·es, syndique et aide tous les personnels, quels que soient leur statut et leur fonction.

La CGT propose un syndicalisme unitaire et revendicatif.

Un syndicat

interpro

pour tous les personnels

La CGT-Educ'action, avec ses élu·es, à la défense de tou·tes les salarié·es :

Mutations, déroulement de carrière, affectations, problèmes particuliers...

La CGT est une force à vos côtés, pour vous défendre et conquérir de nouveaux droits.

Défense

individuelle
et collective

Nous ne voulons pas...

- d'une école soumise aux dogmes du libéralisme économique :
 - ✗ de la mise en concurrence des établissements, des personnels et des familles au nom de l'autonomie ;
 - ✗ de la sélection pour l'entrée à l'université : Parcoursup...
 - ✗ de la fusion des académies et de la régionalisation de l'Éducation ;
 - ✗ du socle commun et de son livret de compétences (LSU) qui vise à une éducation segmentée, fondée sur l'employabilité concurrentielle des individus et qui conduit à renforcer les inégalités culturelles et sociales ;
 - ✗ d'une idéologie marchande de l'École qui conditionne les moyens aux "projets d'établissements" ou "projets d'école" et aux "contrats d'objectifs" couplés à des évaluations instrumentalisées (tests de positionnement, évaluations diagnostiques) ;
 - ✗ de l'intrusion des entreprises dans la pédagogie et les projets scolaires ;
 - ✗ des réformes gestionnaires qui imposent une surcharge de travail et mettent à mal nos actions pédagogiques : réformes du collège et des lycées ;
 - ✗ des attaques contre le statut de fonctionnaire (PPCR, CAP 22...) et la retraite ;
 - ✗ d'emplois précaires et déconsidérés : AESH, AVS, AED, CUI, EAP... ;
 - ✗ des pressions hiérarchiques ainsi que des modes d'évaluations administrative et pédagogique infantilisants ;
- de la baisse des moyens :
 - ✗ des salaires bloqués depuis 20 ans, des progressions de carrière ralenties, de la casse des retraites ;
 - ✗ des suppressions massives de postes, notamment chez les administrati-ves ;
 - ✗ des moyens en heures-postes insuffisants ;
 - ✗ des primes aux mérites ;
 - ✗ d'un manque crucial de remplaçant-es qui conduit celles et ceux qui sont affecté-es à vivre des situations insupportables ;
 - ✗ de la réduction des moyens consacrés à la formation ;
 - ✗ des remboursements incomplets des frais de déplacements ;
 - ✗ de la baisse des crédits d'enseignement ;
- de la dégradation des conditions de travail :
 - ✗ de la gestion managériale des personnels ;
 - ✗ des postes fractionnés ;
 - ✗ des surcharges de classes ;
 - ✗ de l'augmentation de la charge de travail ;
 - ✗ du cumul des réunions et des tâches administratives ;
 - ✗ de l'annualisation du temps de travail qui dérègle l'organisation de la vie privée ;
 - ✗ de l'obligation des heures supplémentaires, qui plus est mal payées.

Non-Titulaires, votons pour la CGT Educ'action !

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

de la FONCTION PUBLIQUE

L'Éducation Nationale est le plus grand pourvoyeur de précarité.

De puis plusieurs années le gouvernement s'est attaqué au service public de l'éducation en instaurant un système à double vitesse dans lequel les Non-Titulaires sont de plus en plus nombreux (20 % des enseignants en 2017). Les Non-Titulaires sont utilisés comme variable d'ajustement qu'on affecte ou désaffecte au gré des besoins. Cette situation est inadmissible !

La précarité est une zone de non-droit, où les personnels sont laissés dans l'incertitude, où il faut coûte que coûte s'adapter, où chaque rentrée scolaire est synonyme d'angoisse dans l'attente du réemploi, où les pressions hiérarchiques des chefs d'établissement ou de service s'exercent avec d'autant plus de force.

La précarité est un mode de fonctionnement qui pèse sur les personnels, et a pour conséquences l'isolement, le non-respect du droit du travail, leur mise en concurrence et une situation de fragilité face aux pressions hiérarchiques.

Le traitement fait au personnel non-titulaire n'est pas acceptable, nous participons tous à la même mission d'enseignement et d'éducation. Par conséquent les droits doivent être les mêmes pour tous.

Le plan Sauvadet dit de « résorption de la précarité » est un échec. Alors que moins de 20 % des Non-Titulaires pouvaient espérer être titularisés, seulement 5 % devraient l'être à la fin du plan. 37 % des postes mis aux concours n'ont pas été pourvus par les jurys !

- **TITULARISATION POUR TOU-TES SANS CONDITION DE CONCOURS NI DE NATIONALITÉ.**
- Pour les collègues ex-non-titulaires qui sont devenu-es stagiaires, la CGT Educ'Action continue d'exiger qu'i-elles soient affecté-es, en reconnaissance de leur ancienneté de précaire, comme **titulaires dans leur académie d'origine.**
- **Élargissement des compétences des CCP** : les élu-es doivent avoir le droit d'être consulté-es pour les affectations. Tous les non-renouvellements doivent aussi être traités en commission paritaire.
- Le **réemploi** de tou-tes les non-titulaires.
- Un droit spécifique à une **formation** pour les non-titulaires.
- **HAUSSE DE NOS SALAIRES.**
- **Grille nationale de rémunération** identique à celle des titulaires : à travail égal, salaire égal.
- L'égalité de traitement : **les indemnités des titulaires doivent être accordées de droit aux non-titulaires.**
- **Droits aux congés payés et droits aux petites vacances** (rémunérées) pour tous les types de contrat.
- **Indemnisation des frais de déplacement.** Aucun droit statutaire n'existe pour les non-titulaires. Nous demandons les mêmes droits que les TZR.

Au-delà des situations individuelles, mobilisons-nous collectivement, soyons solidaires et résistons.
Quand la précarité avance,
c'est la situation de tou-tes qui est fragilisée.

Nous revendiquons !

Une école de l'égalité et de l'émancipation : un égal accès à une éducation émancipatrice sur tout le territoire.

Un service public de qualité : des conditions d'étude et de parcours scolaire favorables à l'épanouissement de l'élève dans la société.

Une fonction publique valorisée et solidaire : la valorisation des métiers de l'enseignement à travers le renforcement des statuts, de la formation et des conditions de travail.